

Monsieur le président,  
Madame la vice-présidente,  
Mes chers collègues,  
Bon, nous avons eu le droit au numéro habituel de madame Péresse...

Entre les postures et les caricatures. Je dois avouer que j'ai eu un peu de mal à comprendre le message de fond.

Il faudrait moins dépenser ? Mais sur quoi ? Couper les aides aux plus démunis ? Aux étrangers ? Aux associations ? Pourquoi toujours s'attaquer aux plus faibles, et leur dénier, par ailleurs, tout apport à notre société ?

Plus sérieusement, essayons de débattre sur le fond et de réfléchir à la situation telle qu'elle se présente à nous aujourd'hui.

-----

Pour nous, écologistes, il y a un principe primordial : c'est le lien de confiance qui doit exister entre l'Etat et les collectivités.

**L'Etat doit nous laisser la possibilité de faire les politiques que nous souhaitons, parce que nous avons reçu un mandat des Franciliens.**

Reprenons depuis le début.

Depuis 30 ans, notre pays a connu un grand mouvement de décentralisation.  
Pourquoi ?

Parce que l'Etat central n'arrivait plus à agir efficacement sur l'ensemble du territoire.  
Le Parlement a donc choisi de déléguer une partie des compétences de l'Etat aux collectivités locales.  
Jusque là, pas de problème.

Mais la question est surtout celle des moyens que l'on donne aux collectivités pour agir à la place de l'Etat.

Car s'il y a un transfert de compétences et qu'il n'y a pas un transfert des moyens, ça ne s'appelle plus de la décentralisation. Cela s'appelle un **jeu de dupes**.

S'il n'y a pas le transfert des moyens, cela veut dire que l'Etat n'assume pas l'arrêt d'une politique publique et qu'il met les collectivités devant un choix simple.

Soit on arrête la politique en question, et on en subit les conséquences aux prochaines élections.

Soit on augmente les impôts pour financer cette compétence, et on en subit les conséquences aux prochaines élections.

**Un exemple, rien pour l'année 2014, la non compensation des compétences transférées par l'Etat a atteint 357 millions d'euros.**

357 millions d'euros, c'est à peu de choses près le montant dont nous aurions besoin pour financer le passe Navigo à tarif unique en année pleine. Ce serait un acte politique majeur pour l'histoire de la Région.

357 millions d'euros de dépenses non compensées, c'est aussi deux fois les crédits que nous allouons chaque année au logement social.

En 2010, la droite a supprimé la taxe professionnelle. C'était la principale recette fiscale pour les collectivités.

**Madame Péresse, vous n'êtes pas tout à fait étrangère à cette décision puisque vous faisiez partie du gouvernement de l'époque.**

Disons-le clairement, la taxe professionnelle n'était pas un bon impôt. Ni un impôt juste, ni un impôt intelligent.

Il ne permettait pas de récompenser les comportements vertueux et de punir ceux qui nuisent à l'intérêt général. Rien à voir donc, avec la fiscalité écologique.

Mais la taxe professionnelle avait un véritable avantage. Elle permettait aux collectivités de disposer d'un **pouvoir de taux** et donc à la Région de posséder **un peu** d'autonomie fiscale.

Cela nous donnait la possibilité de choisir les moyens qu'on se donne pour assumer nos priorités politiques, mais aussi sur quels acteurs nous souhaitions porter l'effort.

Depuis la réforme de la taxe professionnelle, les régions dépendent presque exclusivement des dotations et des compensations de l'Etat, et sont soumises aux aléas des choix budgétaires nationaux.

**En vérité, le seul véritable levier dont nous disposons aujourd'hui, c'est le recours à l'emprunt.**

**J'en conclus que l'endettement de la Région est en partie illégitime, puisqu'il s'agit en réalité d'une dette cachée de l'Etat vis-à-vis de notre institution.**

Et même si nous bénéficions de taux d'intérêt très bas, il nous semble clair que cette situation a des limites.

**La question qui se pose donc pour nous, c'est celle de la fiabilité de l'Etat comme partenaire financier.**

Sur les 40 milliards d'euros que coûtera le pacte de responsabilité, les collectivités locales seront mises à contribution pour **plus de 11 milliards d'euros**.

Alors qu'on entend du soir au matin que les Régions seront les chefs de file en matière de développement économique, vous conviendrez qu'en l'occurrence c'est **l'Etat** qui fait les choix politiques, et **non pas les Régions**.

La conséquence, c'est une baisse de 30 % de la dotation globale de fonctionnement des collectivités qui réalisent pourtant plus de 70 % de l'investissement public.

A ce que je sache, l'investissement privé n'a pas décollé depuis que l'on tape sur les collectivités. Par contre, l'investissement public s'effondre.

La Banque Postale annonce une chute de 15% de l'investissement public cette année, et pronostique une chute de même ampleur pour l'année prochaine.

La délégation aux collectivités territoriales du Sénat a récemment un rapport qui démontre que d'ici deux à trois ans, la quasi totalité des collectivités sera dans une situation financière explosive, pour ne pas dire une impasse.

Ce n'est pas **la gauche** qui le dit, c'est le sénateur UMP **Philippe Dallier** qui l'a démontré. Mais peut-être que quand on vient de la Seine-Saint-Denis, on comprend mieux à quel point les collectivités sont importantes pour créer et redistribuer les richesses.

-----

Le groupe EELV pense que pour faire de la politique, et pour honorer le mandat que nous ont confié les Franciliens, il nous plus de marges de manœuvre politiques.

Conduire une région, ce n'est pas seulement mettre en œuvre les seules compétences obligatoires, ce n'est pas juste cocher des cases

Faire de la politique, pour nous, élus écologistes, c'est proposer des rééquilibrages, c'est être innovant, c'est inventer des solutions nouvelles, adaptées à la population.

Être élus, c'est aussi rendre des comptes à la population qui nous attend sur beaucoup de sujets (transports, logements) mais qui veut aussi de la transparence, de la concertation et des choix qui préparent l'avenir

Le risque, c'est que l'impasse budgétaire dans laquelle nous met l'Etat risque d'être une impasse avec les citoyens.

-----

Monsieur le Président, vous avez dit hier dans une interview aux Echos la phrase suivante :  
« Ce dont les Franciliens ont besoin, comme les Français d'ailleurs, c'est de la confiance et de quelqu'un qui exécute réellement les engagements qu'il a pris ».

En cette période moribonde pour notre démocratie, à nous de démontrer aux Franciliennes et aux Franciliens que nous ne nous résignons pas à la catastrophe annoncée.

-----

A ce titre, vous avez tout à fait raison, Madame la Vice-Présidente, le budget qui transparait au travers de ces orientations budgétaires est un budget qui ne renonce pas.

Il s'agirait d'un budget d'une ampleur et d'une ambition sensiblement équivalente aux précédents. Et pour assumer cette continuité, nous mobiliserions même un emprunt supérieur à celui prévu pour l'année 2014.

Car le budget, ce n'est bien sûr pas que le pass à tarif unique.

C'est bien plus, ce sont toutes les politiques que nous avons menées, portées parfois à bout de bras, ensemble avec l'exécutif ou sur proposition des groupes de la majorité.

C'est un budget social, avec par exemple le quotient familial pour les cantines des lycées, des politiques en faveur des plus démunis, de soutiens aux femmes victimes de violences ou aux publics en situation de handicap.

C'est un budget d'investissement massif et historique dans les transports, avec des montants sans précédent qui démontrent toute l'ambition de notre région, sa capacité à affronter les chocs.

Car même si la droite fait semblant de ne pas le voir, nous parvenons et nous parviendrons encore à améliorer le réseau, pierre après pierre, rail après rail, rame après rame.

C'est aussi un budget d'investissement dans le logement : innovation sur la rénovation thermique, politique volontariste sur les logements sociaux, approche avant-gardiste sur les copropriétés.

C'est un budget d'investissement dans les lycées, bien sûr, et, en matière d'aménagement du territoire. Depuis que les écologistes sont à la région, c'est aussi un budget solide sur les questions environnementales, d'agriculture, de soutien aux changements de modèles énergétiques.

**Mais ce que nous voulons, nous, écologistes, ce n'est pas seulement un budget qui ne renonce pas. Ce que nous voulons, c'est un budget qui en veut, un budget qui envoie un signe clair aux habitants du territoire et qui leur dit : nous n'oublions pas les engagements pris.**

**Plus de 80% des Franciliens plébiscitent la tarification unique.**

Ils ne comprendraient pas que la Région n'arrive pas au bout de cet engagement.

Mais pour le moment, nous n'avons que bien peu de preuves de vie, de la possibilité de mettre en place cette mesure concrète et attendue. Le groupe écologiste à l'Assemblée nationale, comme les groupes PS et Front de Gauche, a défendu des amendements lors du projet de loi de finances pour y parvenir.

A chaque fois, à la demande expresse du gouvernement, ces amendements ont été retirés ou battus en séance.

Que faut-il en déduire ? Faut-il comprendre que Manuel Valls essaie d'enterrer le Passe Navigo à tarification unique et la promesse de la gauche francilienne ?

Il y a quelques mois, j'avais adressé un long courrier au Premier Ministre pour lui indiquer que cette mesure était fortement attendue par la population et qu'elle aurait un impact financier minime pour les entreprises franciliennes.

Mais dans sa réponse, le cabinet du Premier Ministre oppose le renforcement des infrastructures à la tarification. Moi je pense, et je sais que vous êtes en accord avec moi sur ce sujet, Monsieur le Président, qu'il faut marcher sur deux pieds.

J'aimerais donc entendre clairement la position du gouvernement sur cette mesure qui peut donner plus de 1.000 euros de pouvoir d'achat supplémentaire par an aux ménages les plus modestes.

Il paraît qu'aujourd'hui, la règle pour les entreprises c'est que le silence vaut approbation. Je pense qu'en l'occurrence, la règle pour le passe unique c'est que le silence vaut condamnation.

J'aurai tout de fois du mal à comprendre qu'un grand banlieusard, comme Manuel Valls, puisse s'opposer au Passe unique.

C'est une mesure pour tous. Je pense que tous les élus locaux et nationaux doivent la porter. Une mesure pour tous, citoyens et élus.

-----

Vous l'aurez compris, les écologistes ne tiennent pas à dépenser pour dépenser. Le service que l'on rend aux populations ne dépend pas uniquement des montants que nous engageons sur tel et tel dispositif.

Mieux répondre aux attentes des Franciliens, **ce n'est pas forcément dépenser plus, c'est surtout dépenser mieux.**

Pour cela, il nous faut sans cesse réévaluer nos dispositifs afin d'être certains que nous sommes en capacité d'appuyer les bons acteurs.

L'un des principaux risques pour l'action publique, c'est en quelque sorte d'arroser là où c'est déjà mouillé. On le sait tous d'expérience, il est souvent plus facile pour une grosse structure de trouver des financements que pour une petite.

Alors cherchons sans cesse à privilégier ce qui se voit peut-être moins mais qui se justifie plus : les équipements du quotidien, la proximité. En bref, je parle des petits projets utiles, pas des grands projets inutiles.

Ainsi nous pourrions continuer à être pleinement utiles et efficaces pour un vrai développement durable de notre territoire, pour toutes et pour tous, pour les plus démunis, pour ceux qui attendent qu'on leur tend la main et qui ont tant besoin de mesures de gauche.

Vous pourrez compter sur les écologistes pour cela.